


# Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	2013/0449(COD) Procédure terminée
Migration vers un système européen de virements et prélèvements Modification Règlement (EU) No 260/2012	<a href="#">2010/0373(COD)</a>
Sujet 2.50.04.02 Monnaie et paiements électroniques, virements transfrontaliers 5.20.02 Monnaie unique, euro, zone euro	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires	ALDE <a href="#">BOWLES Sharon</a>	14/01/2014
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>IMCO</b> Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil <a href="#">Affaires économiques et financières ECOFIN</a>	Réunion <a href="#">3294</a>	Date 18/02/2014
Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux</a>	Commissaire BARNIER Michel	
Comité économique et social européen			

Evénements clés			
09/01/2014	Publication de la proposition législative	COM(2013)0937	Résumé
16/01/2014	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
16/01/2014	Vote en commission, 1ère lecture		
21/01/2014	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A7-0036/2014</a>	Résumé
04/02/2014	Résultat du vote au parlement		
04/02/2014	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T7-0049/2014</a>	Résumé

18/02/2014	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
26/02/2014	Signature de l'acte final		
26/02/2014	Fin de la procédure au Parlement		
20/03/2014	Publication de l'acte final au Journal officiel		

### Informations techniques

Référence de procédure	2013/0449(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement (EU) No 260/2012 <a href="#">2010/0373(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ECON/7/14972

### Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2013)0937	09/01/2014	EC	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES0238/2014</a>	21/01/2014	ESC	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A7-0036/2014</a>	21/01/2014	EP	Résumé
Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport		<a href="#">CON/2014/0003</a> <a href="#">JO C 080 19.03.2014, p. 0001</a>	22/01/2014	ECB	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T7-0049/2014</a>	04/02/2014	EP	Résumé
Projet d'acte final		<a href="#">00009/2014/LEX</a>	26/02/2014	CSL	

### Informations complémentaires

Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>
-----------------------	-------------------------

### Acte final

<a href="#">Règlement 2014/248</a> <a href="#">JO L 084 20.03.2014, p. 0001</a> Résumé
---

## Migration vers un système européen de virements et prélèvements

OBJECTIF : modifier le règlement (UE) n° 260/2012 en ce qui concerne la migration vers un système européen de virements et prélèvements.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : [le règlement \(UE\) n° 260/2012](#) établit des exigences techniques et commerciales communes pour les virements et prélèvements en euros et constitue à ce titre un élément important de la réalisation d'un espace unique de paiements en euros (SEPA).

Ce règlement fixe au 1<sup>er</sup> février 2014 la date butoir dans la zone euro pour la migration depuis les virements et prélèvements nationaux et intra-européens en euros vers les virements et prélèvements SEPA.

Compte tenu de la lenteur de la migration dans certains États membres en ce qui concerne les virements SEPA, et dans la plupart des États membres en ce qui concerne les prélèvements SEPA, la migration vers le SEPA risque fort de ne pas être intégralement achevée le 1<sup>er</sup> février 2014. Or il est probable qu'à partir de cette date, puisqu'il s'agit de la date butoir officielle, les banques et les autres prestataires de services de paiement refusent de traiter les anciens types d'opérations de paiement non conformes au SEPA. En l'absence d'une migration complète vers les virements/prélèvements SEPA, des incidents de paiement risquent de se produire et d'entraîner des retards de paiement ou des perturbations du marché, ce dont tous les utilisateurs de services de paiement pourraient pâtir, en particulier les PME et les consommateurs.

ANALYSE D'IMPACT : une analyse d'impact ayant déjà été réalisée pour le règlement (UE) n° 260/2012, la présente proposition n'est pas accompagnée d'une analyse d'impact propre.

CONTENU : la Commission propose de modifier le règlement (UE) n° 260/2012 en introduisant une clause de maintien des droits acquis autorisant les banques et les autres prestataires de services de paiement à continuer après le 1<sup>er</sup> février 2014, et pendant une période de six mois, de traiter, parallèlement aux virements et prélèvements SEPA, les paiements non conformes au SEPA, en utilisant leurs anciens systèmes de paiement.

Une communication claire de cette modification donnerait aux utilisateurs de services de paiement l'assurance que leurs paiements continueraient d'être traités après le 1<sup>er</sup> février 2014 et permettrait à ceux qui n'ont pas encore migré, de le faire aussi rapidement que possible.

En tout état de cause, il convient de poursuivre les actuelles campagnes d'information sur la migration vers le SEPA. À la fin de la période de maintien des droits acquis, la Commission n'hésiterait pas à prendre les mesures nécessaires pour assurer la pleine application du droit de l'Union par les États membres.

Compte tenu de ce qui précède et en raison du peu de temps disponible avant le 1<sup>er</sup> février 2014, la présente proposition de règlement devrait être adoptée d'urgence par le Parlement européen et le Conseil et entrer en vigueur sans délai.

La proposition prévoit l'application de cette modification à compter du 31 janvier 2014. Cette disposition permet également une application rétroactive dans le cas où la proposition ne serait pas adoptée par le Parlement européen et le Conseil avant le 1<sup>er</sup> février mais juste après cette date. Cela permettra d'éviter un vide législatif à partir du 1<sup>er</sup> février 2014, qui serait source d'insécurité juridique.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : le règlement n'a pas d'incidence sur le budget de l'Union.

## Migration vers un système européen de virements et prélèvements

---

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Sharon BOWLES (ALDE, UK) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 260/2012 en ce qui concerne la migration vers un système européen de virements et prélèvements.

La commission parlementaire recommande que la position du Parlement européen adoptée en première lecture de la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission. Les changements apportés au texte sont seulement des modifications mineures de nature linguistique.

Il est important de souligner qu'en raison de l'urgence, il convient de procéder au vote avant l'expiration du délai de huit semaines fixé à l'article 6 du protocole n° 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

## Migration vers un système européen de virements et prélèvements

---

Avis de la Banque centrale européenne (BCE) sur une proposition de règlement concernant le report de la date de migration vers le système européen de virements et prélèvements (SEPA).

La BCE a reçu une demande de consultation de la part du Conseil de l'Union européenne portant sur une proposition de règlement qui modifierait le règlement (UE) n° 260/2012 du Parlement européen et du Conseil en introduisant une période de transition supplémentaire de six mois pour la migration vers le SEPA. Selon le règlement proposé, une « clause de maintien des droits acquis » autoriserait les banques et les autres prestataires de services de paiement à traiter des paiements non conformes au règlement (UE) n° 260/2012 jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2014.

La BCE note que le règlement proposé a suscité une certaine confusion sur les marchés concernant la date limite pour la migration. Un autre motif d'inquiétude est le manque de sécurité juridique qui existerait si le règlement proposé n'était adopté qu'après la date butoir actuelle, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> février 2014.

La BCE juge primordial de rétablir la sécurité juridique, d'atténuer la confusion régnant sur les marchés et de fournir à ces derniers des orientations claires sur la date butoir. Elle estime que le meilleur moyen de parvenir à ces objectifs est une adoption rapide du règlement proposé par le Conseil et le Parlement, sans autre modification de ses éléments essentiels.

Dans la mesure où la procédure législative accélérée le permet, la BCE propose d'apporter des modifications visant à :

- clarifier le champ d'application du règlement proposé (introduction, par dérogation, d'une période de transition supplémentaire) et sa justification (il est peu probable que la migration vers le SEPA soit achevée d'ici le 1<sup>er</sup> février 2014);
- aligner la terminologie du règlement proposé sur celle du règlement (UE) n° 260/2012;

- clarifier l'effet produit par la période de transition sur l'application des sanctions (afin de garantir la sécurité juridique, il devrait être exclu d'appliquer des sanctions eu égard à des opérations traitées pendant la période de transition supplémentaire).

## Migration vers un système européen de virements et prélèvements

---

Le Parlement européen a adopté par 554 voix pour, 12 contre et 7 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 260/2012 en ce qui concerne la migration vers un système européen de virements et prélèvements.

Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire. Les amendements adoptés en plénière sont le résultat d'un accord négocié entre le Parlement européen et le Conseil.

Les changements apportés au texte sont seulement des modifications mineures de nature linguistique.

Dans un nouveau considérant, il est souligné qu'en raison de l'urgence, il convient de prévoir une exception au délai de huit semaines visé à l'article 4 du protocole no 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.

Pour des raisons de sécurité juridique et afin d'éviter toute interruption de l'application du règlement (UE) n° 260/2012, le règlement devrait entrer en vigueur d'urgence et être applicable avec effet rétroactif à compter du 31 janvier 2014.

## Migration vers un système européen de virements et prélèvements

---

**OBJECTIF :** reporter la date butoir dans la zone euro pour la migration des virements et prélèvements nationaux et intra-européens en euros vers le nouveau système de virements et prélèvements fondé sur le standard SEPA.

**ACTE LÉGISLATIF :** Règlement (UE) n° 248/2014 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 260/2012 en ce qui concerne la migration vers un système de virements et de prélèvements à l'échelle de l'Union.

**CONTENU :** le règlement modificatif vise à reporter au 1<sup>er</sup> août 2014 la date butoir de la migration vers les virements et prélèvements exécutés selon les normes SEPA (espace unique de paiements en euros). Ce règlement modifie le [règlement \(UE\) n° 260/2012](#), qui avait fixé la date butoir au 1<sup>er</sup> février 2014.

Le règlement prévoit également que les États membres peuvent, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2016, autoriser les prestataires de services de paiement à proposer des services de conversion pour les opérations de paiement nationales, aux utilisateurs de services de paiement qui sont des consommateurs, leur permettant de continuer d'utiliser le numéro BBAN au lieu de l'identifiant de compte de paiement IBAN, à condition de garantir l'interopérabilité.

Malgré les efforts considérables déployés par la Banque centrale européenne, par les États membres et leurs pouvoirs publics nationaux et par les acteurs du marché, les dernières statistiques sur la migration ont montré que le taux global de migration dans la zone euro n'avait progressé que de 40% en juin 2013 à environ 64% en novembre 2013 pour les virements SEPA, et n'avait atteint que 26% pour les prélèvements SEPA. Il est donc fort peu probable que tous les acteurs du marché soient en conformité avec le SEPA d'ici au 1<sup>er</sup> février 2014.

Le report de la date butoir devrait permettre d'éviter que le non-achèvement de la migration vers le SEPA au 1<sup>er</sup> février 2014 n'entraîne inutilement des perturbations des paiements. Les prestataires de services de paiement devraient donc être autorisés, pendant une période de temps limitée, à continuer de traiter les opérations de paiement au moyen de leurs anciens systèmes, parallèlement à leurs systèmes de virements SEPA et de prélèvements SEPA, comme ils le font actuellement.

**ENTRÉE EN VIGUEUR :** 21.03.2014. Le règlement s'applique avec effet rétroactif à partir du 31.01.2014.